

L'impact de l'économie informelle sur les indicateurs économiques en Algérie

أثر الاقتصاد غير الرسمي على المؤشرات الاقتصادية في الجزائر

The impact of the informal economy on economic indicators in Algeria

آيت ميمون كريمة¹ . عية عبد الرحمان²

1- جامعة ابن خلدون تيارت (الجزائر) ، البريد الإلكتروني: karimaaitmimoune@yahoo.fr

2 - جامعة ابن خلدون -تيارت(الجزائر)، البريد الإلكتروني: aya_abderrahmane@yahoo.fr

تاريخ النشر: 15-04-2019

تاريخ القبول: 01-04-2019

تاريخ الإيداع: 17-01-2019

ملخص:

تهدف هذه الورقة البحثية إلى تحليل مؤشرات الاقتصاد غير الرسمي في الجزائر وتطورها بمرور الوقت. و من أجل ذلك قمنا بإتباع المنهج الوصفي التحليلي، من خلال استعراض مفهوم الاقتصاد غير الرسمي، و مقارباته في الجزائر، من جهة أخرى أشارت هذه الدراسة إلى مؤشرات قياس الاقتصاد غير الرسمي، كما ركزت الدراسة على طرق الحد من ظاهرة الاقتصاد غير الرسمي. وتوصلت هذه الدراسة إلى أن ارتفاع مستوى الاقتصاد غير الرسمي بالنسبة للاقتصاد الجزائري مرتبط بشكل أساسي بالأسباب المؤسسية التي تفسر في نفس الوقت ضعف أداء هذا الاقتصاد. وخلصت الدراسة إلى جملة من النتائج والتوصيات المهمة.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد غير الرسمي؛ العمل؛ سعر الصرف الموازي.

Abstract :

The objective of this study is to analyze the indicators of the informal economy in Algeria and its evolution with the change of time. For this reason, we followed the descriptive analytical approach. By treating the concept of informal economy and its approaches in Algeria, and on the other hand, this study pointed to indicators of measurement of the informal economy, and this study also focused on ways to reduce the informal economy. The study concluded that the high level of the informal economy in the Algerian economy is mainly linked to institutional reasons, which at the same time explains the weak performance of this economy. Finally the study presented a set of results and most important recommendations.

Keywords: Informal economy; employment; the parallel exchange rate.

Introduction :

Au Coeur de l'économie Algérienne , suite au contre-choc pétrolier de 1986 l'Algérie à ébranlé une économie dependante du prix des hydrocarbures , pour faire face a la crise les autorotés en 1988 ont mis en place des réformes structurelles pour objectif la transition vers l'économie du marché qui a subit un arrêt après les événements politique de 1991, par la suite en 1994 l'économie Algérienne s'est aggravée a conduit les autorités en mettre en place un programme de reformes appuyé par le FMI et la banque mondiale pour entamer des négociations de rééchelonnement de la dette extérieure. En 2001 le gouvernement a mis en place un autre programme de soutien à la relance de l'économie (PSRE) qui adébouché une création d'un cercle vicieux qui ne fait qu'aggraver la deterioration du niveau de vie de la population .Et ses résultats ont a l'emergence d'une économie parallèle de manière remarquable en Algérie(BAFD/OCD ,2003,pp77-78).

L'article a été organisé en six étapes, la première présentera les différentes définitions de l'informel, la deuxième étape présentera Les approches théorique de l'économie informelle , la troisième étape présentera les causes du developpement de l'éconoie informelle en Algérie,la quatrième étape présentera les activités d'économie informelle en Algérie , la cinquième étape présentera l'ampleur du phénomène par quelque indicateurs enfin la sixième étape présentera les actions de lutte contre le secteur informel.

1- Définition de l'informel :

Les définitions de l'informel dépendent de l'objectif poursuivi par les auteurs et elles ont largement évolué depuis les années 50 au cours desquelles les premiers signes d'une « informalisation » apparaissent. Les recherches des années 50 analysent l'exode rural comme un passage du secteur non-capitaliste et rural (le secteur traditionnel) vers une prolétarisation (le secteur moderne). Pour les tenants de la modernisation, les migrants seront tôt ou tard intégrés au capitalisme moderne et la situation ne peut être que transitoire. On parle alors volontiers de « marginalité », de « sous-emploi » ou de « pauvreté urbaine ». C'est l'époque du modèle fondateur de l'économie du développement, « le développement économique avec offre illimitée de main d'œuvre » développé en 1954 par Lewis. Dès les années 60, un nouveau regard est porté sur ce phénomène qui tout compte fait ne semble plus si transitoire que cela. Les approches du « secteur informel » (nous verrons dans le point suivant que l'usage du terme « secteur informel » est contesté) rejoignent alors l'expression d'un « chômage déguisé » et le concept englobe l'ensemble des petits commerces, artisans et petites exploitations familiales ou sociétaire(MARCHAND. G ,2005 , p126).En réalité, c'est seulement dans les années 70 que le concept d'économie informelle né véritablement. Hart, dont la vision est basée sur l'individu et inspirée de la sociologie et de l'anthropologie, parle ainsi « d'opportunités informelles de revenu » dès 1971(CHARMES J.,

ADAIR .P, 2014, p8). En 1972, un rapport du BIT sur le Kenya propose une définition du secteur.

informel basé sur l'entreprise à partir de 7 critères. Il englobe alors des travailleurs pauvres, exerçant un travail pénible mais dont les activités économiques ne sont ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni réglementées par les pouvoirs publics. Jusqu'au milieu des années 80, l'économie informelle est en fait définie comme un secteur parallèle au secteur formel. Ces deux approches (par l'individu et par l'entreprise) ont un point commun : elles mettent l'État au centre de l'émergence des petites activités par la nature intrinsèque du capitalisme naissant dans les pays étudiés ou par les obstacles qui empêchent l'entreprise privée de s'épanouir(CHARMES. J, ADAIR. P, p9). L'un des objectifs de la 15ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail de 1993 sera de « désenchantiser le concept de secteur informel de son image d'illégalité et de secteur souterrain »(CHARMES. J, mimeo , 2018 , p3). Le « secteur informel » est alors défini comme « un ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme» (BIT, 1993). Nous préférons, à l'instar de ce qu'écrit ;(PESQUEUX. Y, 2012 , pp 217:229), définir l'économie informelle de façon plus large comme regroupant « les activités qui ne sont pas ou peu observées ou encore qui échappent à l'observation [et aux instruments classiques de mesure] »... car, comme le soulignent, non sans humour(CHARMES. J, ADAIR .P, p 7) Charmes et Adair, l'économie informelle a été qualifiée, si nous pouvons nous le permettre, de bien des ''noms d'oiseaux'' : girafe par Hans Singer, licorne, éléphant (trop grand pour passer inaperçu)... Deux mesures de l'informel sont usuellement retenues : l'une centrée sur le ménage et ses ressources et l'autre centrée sur l'unité de production ; l'aide à la micro entreprise étant sensée permettre l'évolution des petites entreprises informelles vers le secteur formel.

2-Les approches théorique de l'économie informelle:

Au début des années 70 , le concept d'informalité a donné lieu à de vif débats sur ce point .Les avis divergent non seulement sur les causes et la nature du secteur informel , mais aussi sur ses liens avec le secteur formel , jusqu'au milieu des années 90 , il était commode de classé ces différentes conceptions en trois grande écoles de pensée : l'école dualiste , l'école structuraliste et l'école l'égaliste (chen,2005).

L'école de pensée dualiste, qui a dominé dans les années 60 et 70 ils considèrent le secteur informel comme le segment inférieur d'un marché dual , sans

lien directe avec l'économie formelle par ce que l'économie formelle ne peut pas offrir d'emploi à une partie de la population active. Avec la croissance économique et la transformation, l'économie informelle devrait être entièrement absorbée, à terme par le secteur formel.

Par comparaison, l'école de pensée structuraliste met l'accent sur la décentralisation de la production sur les liens et l'interdépendance entre les secteurs formel et informel. Les structuralistes considèrent que le secteur informel est composé de petites entreprises et de travailleurs non enregistrés. Les entreprises modernes réagissent à la mondialisation instaurent des systèmes de production plus flexibles et en externalisant, ce qui leur permet de réduire leur coûts à laquelle seule l'économie informelle est censée pouvoir répondre.

Enfin l'école légaliste représentée durant les années 80 et 90, un nouveau courant qualifié de légaliste suppose que l'économie informelle est le lieu du développement de la concurrence et parfaite qui est empêchée de se déployer dans le secteur moderne vu les multiples entraves, créées par l'Etat : protectionnisme, mesures légales, bureaucratie excessives, rigidité. Considère le secteur informel comme composé de micro entrepreneurs qui préfèrent opérer de manière informel pour éviter les coûts liés à l'enregistrement, tant que ces coûts et ceux des autres procédures sont supérieurs aux avantages que confère le secteur formel (François ROUBAUD, 2014, p113).

En réalité, les trois approches ne sont pas alternatives. Les différents types d'entreprises informelles coexistent dans des proportions qui varient suivant les périodes et les contextes locaux (ouverture internationale, régulations publique, etc). Les nouvelles méthodes de mesure permettent d'en quantifier les poids respectifs et d'en analyser les dynamiques productives (François ROUBAUD, 2014, p114).

3-Les causes du développement de l'économie informelle en Algérie :

Les facteurs qui motivent le passage du secteur formel vers le secteur informel sont variés.

3-1-Les coûts marginaux d'exercice :

D'un point de vue analytique simple, la décision d'un agent économique de choisir d'opérer dans le secteur informel est déterminée par l'espérance d'un profil marginal (risque ajusté) tiré de son activité dans ce secteur contre le coût marginal qu'il doit supporter en exerçant dans le secteur officiel (Ali LATRECHE, 2009, p117)

3-2-Le mode de règlement :

Les petites entreprises contribuent à la croissance au développement de l'économie informelle en raison de la nature de ces projets qui ont tendance à effectuer la plupart de leur transaction avec l'argent liquide et non la facturation (NABIH, 2008, P46).

3-3-Le chômage :

Le chômage est indubitablement le réservoir du secteur informel des analyses ont montré la corrélation existe, plus le chômage augmente le secteur informel progresse, car les possibilités d'emploi dans le secteur formel se font rares ou parce qu'ils sont exclus de ce secteur pour d'autres raisons qui peuvent être :

-Les tendances démographiques combinées aux politiques publiques d'austérité ont produit des distorsions sur le marché du travail (croissance rapide du marché de travail) lesquelles ont contraint les jeunes travailleurs à se tourner vers des emplois informels ou encouragée à l'auto-emploi grâce même aux dispositifs d'emploi de jeune.

-La lenteur de la création de l'emploi (l'offre réduite) ou les licenciements dans le secteur formel pendant les périodes de ralentissement économique, de crise, de réforme ou de transition.

-Les gens qui gagnent peu, ont tendance à chercher d'autres moyens de gagner de l'argent, ce qui pourrait être plus facile à atteindre dans l'économie informelle. Par conséquent, lors de l'analyse des déterminants de l'économie informelle, l'hypothèse suivante est soulevée : l'augmentation du chômage conduit à une augmentation de la taille de l'économie informelle.

3-4-La corruption :

Il est souvent difficile pour une entreprise naissante de se conformer strictement aux règles et textes de lois. La pression exercée par les diverses administrations (fiscalité, prix, etc) est très dissuasive. Cette pression continue exaspère l'entrepreneur qui n'a d'autres choix que de recourir aux pots de vin pour la faire relâcher afin de libérer son esprit et pouvoir s'investir dans son travail. Le Doing Business de 2008, dont l'indice élaboré par la Banque Mondiale mesure la réglementation des affaires dans 181 pays, classe l'Algérie à 132^{ème} place, un agent économique bascule sans hésiter dans le secteur informel.

3-5- La charge fiscale et sociale :

L'arbitraire des agents de la fiscalité, les taux d'imposition élevés, la multiplication des régimes d'imposition et leur constant changement fournissent une impulsion puissante pour l'évasion vers l'économie informelle. C'est juste titre qu'une récente étude effectuée par la Banque Mondiale datant de 2008 et relative à la fiscalité classe l'Algérie à la 166^{ème} place sur 181.

3-6-La non application de la loi de finance complémentaire de 2010 :

Qui stupéfie l'utilisation de chèque pour le paiement de toute transaction dépassant 500.000 DA, qui devait entrer en vigueur le 31 mars 2011.

4-Les activités d'économie informelle en Algérie:

Il n'est pas toujours facile de qualifier les divers types d'activités économiques informelles qui dominent la sphère de la production en Algérie. En effet, les barrières et les limites entre chaque catégorie ne sont pas toujours clairement définies. On distingue cinq catégories d'économie informelle les activités de la

petite production marchande, les activités souterraines, les activités parallèles, les activités illégales et la production des ménages pour leur usage final propre .

4-1-Les activités de la petite production marchande:

Dans l'analyse du secteur informel qui considère que la petite production marchande comme un ensemble d'activités soumises au secteur capitaliste et contribuant de façon direct ou indirect à sa production, les activités recouvertes par la PPM en Algérie sont très diverses et elle n'ont souvent comme point commun que d'être petites, c'est –à-dire de faible échelle au moins dans l'organisation de leur production, mais il n'ya pas beaucoup d'homogénéité entre elle:

4-1-1-la petite production marchande domestique et celle des petites métiers:

Car il s'agit le plus souvent d'une petite production de bien et de services dont le prix est déterminé par rapport personnel entre le producteur et le consommateur qu'en référence aux prix du marché c'est le cas de

- service personnels de couture ;
- petite confection , tissage , tricot effectué par des femmes ;
- des gardiens de voitures;
- loueurs de vitres ;
- Écrivain public.

IL s'agit de tout un événement d'opération de faible envergure contribuant à apporter à la famille le complément de ressources dont elle a besoin lorsque le revenu principal est insuffisant.

4-1-2-La petite production marchande «non exploiteuse» qui couvre la production:

des biens et services dont le prix est déterminé en référence aux prix du marché , cette production est effectuée à l'aide de moyens technique faibles et d'un personnel restreint , il faut prendre en compte les activités induites par le secteur d'Etat :

-les activités artisanales modernes effectuant diverses fonctions de réparation: réparateur audios,radios ces unités nombreuses choisissent de garder une dimension modeste «pour rester en famille»

-Les activités micro industrielles concernant surtout:

- les branches de textiles;
- des chaussures;
- des conserves alimentaires ;
- des productions en plastique.

Elles occupent de 4 à 5 travailleurs ou jamais de 19 elles se démarquent des exploitations uniquement artisanales et la situation qu'elle occupent au sein du secteur privé.

4-1-3-La petite production marchande non intégrée ou clandestine:

Induite par l'insuffisance de certaines rémunérations comprend des unités non déclarées mais dont l'existence n'est pas ignorée (limonadiers, confectionneurs, petit fabricants de chaussures travaillant dans des ateliers en sous sol (Chantal BERNARD,1988,pp297:298).

4-2-Les activités souterraines:

Face à la crise économique profonde que vit le pays depuis l'effondrement du prix de pétrole en 1986, le gouvernement entreprend dès 1987 un ensemble de réformes économiques visant un changement systémique de l'économie, il s'agit concrètement de remplacer l'ancien système de gestion administré par un système de gestion libéral, mais ce nouvel environnement économique a provoqué l'apparition de phénomènes de l'économie souterraine (Chaib BOUNOUA,1999,p9).

Il n'est pas facile de qualifier les divers types d'activité économique souterraine qui dominent la sphère de production en Algérie, cette catégorie regroupe toutes les activités légales délibérément au regard des pouvoirs publics pour éviter

- le paiement d'impôts ;
- de cotisations sociales ;
- pour ne pas avoir à respecter certaines normes comme le salaire minimum ;
- la durée légale du travail ;
- les conditions d'hygiène et de sécurité ;
- des entreprises commerciales qui refusent délibérément établir des factures de vente afin de pouvoir par la suite choisir le revenu qui leur convient de le déclarer (Ali LATRECHE,2009,pp110 :111).

Cette production souterraine peut être exercée à petite échelle lorsqu'une personne en emploi une autre de manière occasionnelle ou à grande échelle dans le cadre d'ateliers de production clandestins qui occupent des centaines de travailleurs sans papiers, aux besoins recrutés par des filières d'entrée illégale sur le territoire. Cette production est ensuite commercialisée via des réseaux parallèles constitués de sociétés écrans puis vendue dans des échoppes ayant souvent une vitrine légale.

La production souterraine ainsi définie a bien entendu des répercussions sur les recettes fiscales et sociales qui sont amputées. La recherche des montants soustraits est cependant difficile pour les services fiscaux qui doivent distinguer des cas de déclarations sous-estimées par des entreprises ayant une activité partiellement régulière (celle-ci subissent un redressement en cas de contrôle) et des cas où c'est l'entreprise elle-même qui n'est pas enregistrée, et où il convient donc d'en déceler l'existence avant de l'imposer officiellement.

4-3-Les Activités parallèle :

L'apparition du marché parallèle et spéculation , pendant la période de l'économie administrée sont dû a l'incapacité du secteur public a satisfaire une demande sociale en expansion , ce qui a provoqué par la suite une économie de rareté (Razika MEJOUB,2001 ,p4)sous l'effet de rareté et accentué par la pousé démographique , les activités spéculatives ont pris leur essor , notamment dans la revente des produits alimentaires d'origine agricole et aussi dans le marché d'immobilier et les produits de construction ,les pièces détachées et de vises étrangères, ils sont obtenus sur les marchés officiels à des prix administrés et sont systématiquement revendus par des commerçants ou des entreprises privées sur les marchés parallèles à des prix supérieurs , réalisants ainsi des plus-values importantes.Les produits subventionnés par l'Etat (produit alimentaire)systematiquement l'objet de détournement vers les pays voisins(Maroc,Tunisie,Mali,Niger) ou ils sont revendus en devises (BELLACHE yougourta,2010 ,p47)

4-4-Les activités illégales :

Elles regroupes le production de biens ou de services dont la vente , la distribution ou le possession sont interdites par la loi , et des activités productives légales mais exercées par des producteurs qui n'en pas le droit , la repartition de ces activités varient selon les pays, dans notre pays l'Algerie, les activités illégales ont pris une ampleur significative durant la recente décennie, appartiennent à cette rubrique par exemple :

- la corruption ;
- le braconnage saharien
- l'abatage de viande et l'exploitation illégaux de bois ;
- la production de biens dont la qualité ne répond pas aux normes en vigueur ;
- la production illégaux de copies d'enregistrement audiovisuels et de logiciel ;
- la production et la distribution de drogues et de produit hallucinogènes ;
- la fabrication et le commerce de produits contrefaits ;
- produits vendus sous une fausse marque .
- le blanchiment de capitaux (Ali LATRECHE,2011 ,pp46 :47)

4-5-La production des ménages pour leur usage final propre :

Elle regroupe la production agricole à des fins domestique, la construction par les ménages de leur propre habitation, les loyers imputés des propriétaires occupants et les services produits par le personnel domestique rémunéré .Les biens produits par les ménages pour leur propre usage recouvrent, les jardins familiaux, par exemple jouent un rôle important dans la consommation des ménages.

Tandis que les comptes nationaux intègrent cette production pour compte propre dans leur évaluation du P.I.B, certains auteurs n'hésitent pas à intégrer dans l'économie informelle toute l'économie domestique, c'est-à-dire les ctivités

réalisées à l'intérieur des domiciles (faire les repas, faire son ménage, s'occuper de ses enfants, etc) (BARTHELMEY Philippe, 2008).

5- L'ampleur du phénomène par quelques indicateurs :

En Algérie, l'emploi informel se situerait, en 2010 en Algérie sur près de 9,74 millions de occupés (8,60 millions hors agriculture), 4,88 millions (3,92 millions hors agriculture) occupent un emploi informel. Au cours de la dernière décennie, la part de l'emploi informel a varié entre 46,6 et 53,1% dans l'emploi global et entre 36,5% et 45,6% en 2010 dans l'emploi non agricole. On note bien que le taux d'emploi informel non agricole n'a pas cessé d'augmenter depuis 2001 pour culminer à 45,6% en 2010 contrairement à celui dans l'emploi global qui est demeuré moins volatile.

Durant cette période Malgré la croissance enregistrée durant cette décennie par l'économie algérienne, celle-ci reste incapable de favoriser la création d'emplois nécessaire pour absorber la demande croissante sur le marché du travail (le taux d'activité est passé entre les recensements de 1987 et de 1998 de 23,6 % à 27,9 %. Il atteint 43,9% au recensement de 2008. L'excès d'offre de travail sur la demande dans le secteur formel pousse certains actifs vers le marché du travail informel qui absorbe effectivement une partie importante de l'excédent de main d'œuvre, y compris, les jeunes diplômés. , on retient une relation inverse robuste entre l'emploi informel et PIB et une autre mais peu robuste entre l'inflation et emploi informel. L'emploi informel en Algérie potentiellement recouvre ainsi une de ses fonctions essentielles et traditionnelle de stratégie «anti-crise» mise en œuvre par les ménages pour assurer leur survie ; l'absence d'allocation chômage pour les primo demandeurs d'emploi et probablement la faiblesse du système de protection sociale accentuent cette logique, l'emploi informel apparaissant alors comme la principale opportunité de rémunération possible pour les actifs débauchés mais aussi pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

S'agissant de la structure, en 2001 plus de 40% des emplois informels étaient des emplois agricoles, en 2006 ce secteur ne représente que 30,7 % des emplois informels et en 2010, il ne représente même pas 20 %. Le secteur de la construction (30,1%) suivi de celui du commerce, des hôtels et restaurants (24%) sont devenus les principaux secteurs de l'emploi informel. Les emplois formels sont quant à eux, sur toute la période, principalement situés dans le secteur des services publics sociaux et personnels (plus de 50% des emplois formels), le tableau suivant présente ses données (Ali SOUAG & Philippe ADAIR, 2016).

Tableaux 2 : part de l'emploi informel selon le secteur d'activité et structures sectorielles de l'emploi formel et informel, en %

	2001			2006			2010		
		Informel	Formel	%	Infomel	formel	%	informel	Formel
Agriculture	90.1	40.8	4.2	89.7	30.7	4.0	84.4	19.6	3.7
Industries Extractive	10.0	0.3	2.8	6.9	0.2	2.9	14.0	0.5	3.4
Industrie Manufacturières	53.2	10.9	8.9	64.1	14.1	8.9	63.6	13.2	7.6
Electricité Gaze et Eau	0.8	0.0	2.7	4.4	0.1	2.2	5.4	0.1	2.6
Construction	72.8	16.8	5.8	78.3	20.9	6.6	77.8	30.1	8.6
Commerce, Hôtels et restaurants	65.8	20.5	9.9	69.9	22.2	10.8	71.3	24.0	9.7
Transport et communication	49.9	6.5	6.1	51.5	6.4	6.8	49.9	5.5	5.6
Activité financière et immobilière	6.6	0.2	2.5	5.3	0.1	1.9	5.1	0.1	1.7
Service public sociaux et personnels	6.4	4.2	57.2	9.8	5.4	55.8	10.7	6.8	57.2
Total	48.2	100	100	53.1	100	100	50.1	100	100

Source : calculs des auteurs à partir des enquêtes emploi auprès des ménages 2001, 2006 et 2010, ONS.

En Algérie, l'emploi informel apparait comme opportunité de rémunération possible les nouveaux arrivants sur le marché du travail comme il montre le tableau 2, la prévalence de l'emploi informel diminue avec l'âge. Pour les plus jeunes, presque les 2/3 des emplois sont informels alors que pour les 50 ans et plus, c'est près d'1/3 de leurs emplois qui ne disposent pas d'une couverture sociale. Il apparait aussi comme opportunité de rémunération possible pour les actifs débauchés. Pour les 25-49 ans on observe une progression importante, entre 2001 et 2010 qui portent la part des emplois informels pour cette tranche d'âge à plus de 43% en 2010.

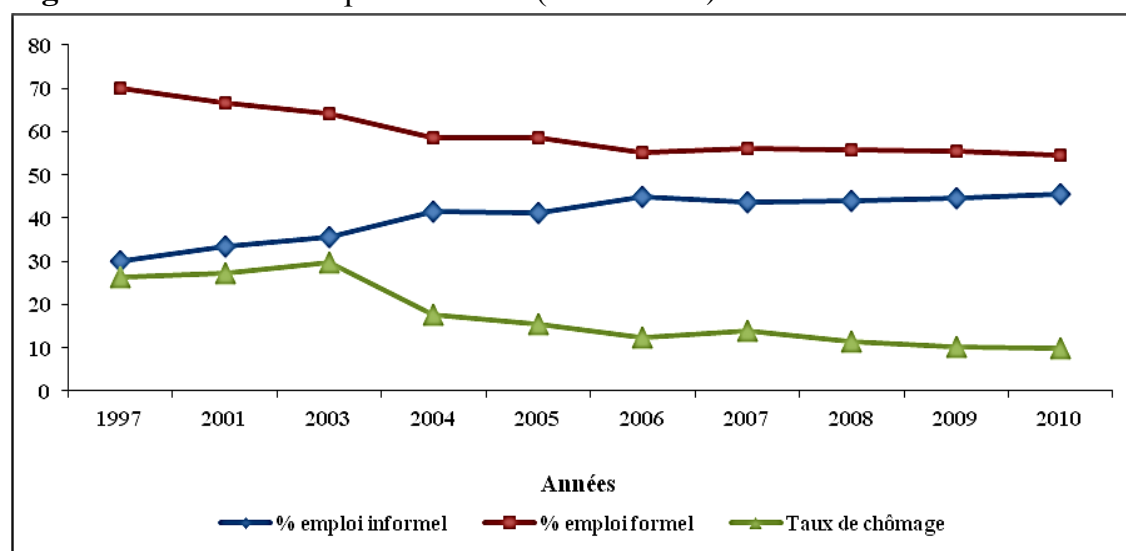
Tableau3: part de l'emploi informel et structures de l'emploi formel et informel selon l'âge

Hors agriculture	2001			2006			2010		
	%	Informe	forme	%	Informe	forme	%	Informe	Forme
15-24 ans	64.	27.1	8.5	69.	26.2	9.4	64.	24.0	11.0
25-49 ans	6	63.7	78.2	5	64.5	79.4	7	65.3	71.3
50 ans et	31.	9.2	13.3	41.	9.3	15.2	43.	10.7	17.7

plus	9 28. 5			2 33. 2			4 33. 6		
Total	-	100	100	-	100	100	-	100	100

Source : calculs des auteurs à partir des enquêtes emploi auprès des ménages 2001, 2006 et 2010, ONS

Fig.1: Evolution de l'emploi informel (1997 -2010)



Source : Construit à partir des données des enquêtes emploi 1997-2010-ONS.

La comparaison de l'évolution de la structure de l'emploi informel entre 1997 et 2010 nous permet de constater que l'emploi informel a fortement progressé dans les secteurs de l'industrie et de la construction (BTP). Dans l'industrie, l'emploi informel a plus que doublé (2,04 fois) sur cette période, quant au secteur du Bâtiment et travaux publics, l'emploi informel a progressé de 16 points. (Hammouda Nacer-Eddine1 & Lassassi Moundir ; 2018, p5) En revanche, l'emploi informel a diminué dans les secteurs du commerce (moins 12,2 points) et dans les services (moins 12,6 points) sur cette période.

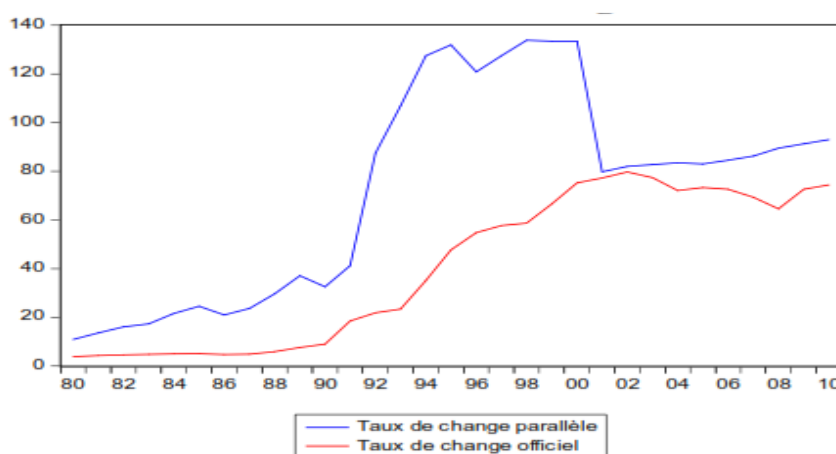
Selon l'ONS (office national des statistiques) économie informelle employait 3.9 million en 2012 ces effectif sont constitués de 45.6% de la main d'œuvre totale non agricole dont 45.3% dans le commerce et les services, 37% dans la filière bâtiment et travaux publics, et 17% dans les activités manufacturières.

-Un marché est toujours constitué par une offre et par une demande d'une marchandise quelconque. En ce qui concerne le marché de change parallèle, l'ensemble des restrictions imposées par la politique de change, a engendré une demande en moyens de paiement qui s'explique du côté de la demande par : des transferts de capitaux, des paiements invisibles, quelques importations illégales (surtout de consommation) du côté de l'offre par : les transferts des travailleurs

émigrés, la facturation des importations, la contrebande (trabendo), l'apport des touristes étrangers.

Le marché informel de la devise qui est déjà né en 1974 et qui a explosé au début des années quatre-vingt-dix avec un écart important entre le taux de change parallèle et le taux de change officiel. La valeur du dinar algérien est de 110 dinars pour un euro et 79 dinars pour un dollar selon le cours officiel en date du décembre 2013, alors que le taux de change parallèle affiche 150 dinars pour un euro et 93 dinars pour un dollar aux réseaux du marché informel avec un écart de 40/50% par rapport à l'officiel,(Ali BENDOB & Kamel SI MOHEMMED, 2014 , pp18-19) en date du 24 septembre 2017, le dinar a été coté à 200 dinars un euro sur le marché noir. (Voir la figure N°2).

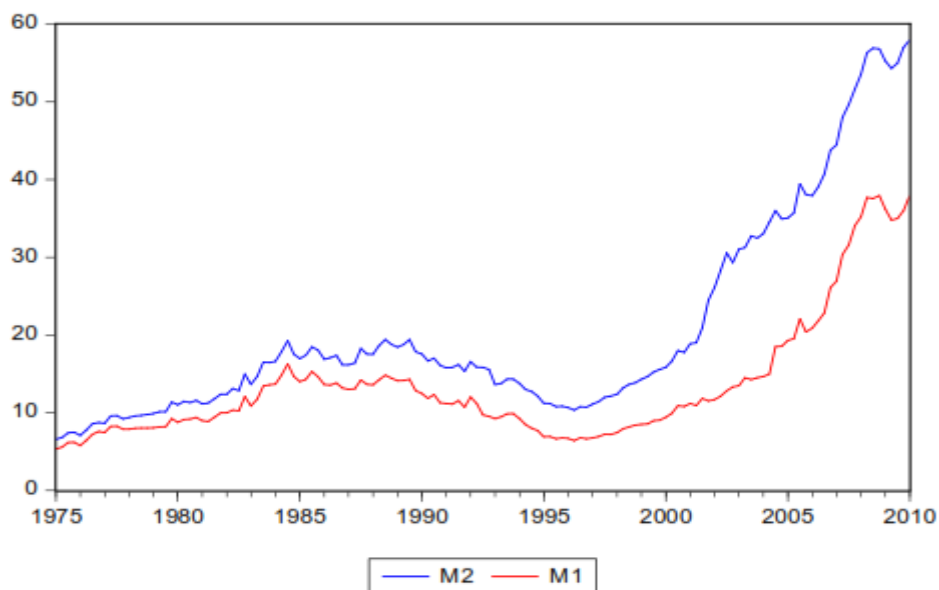
Fig. 2 : évolution du taux de change parallèle et officiel en Algérie



Source : GlobalFinancial Data

Parmi les raisons évidentes qui expliquent cette situation en plus de l'absence de bureaux de change et l'inconvertibilité du dinar forte demande, c'est l'extension du marché informel lui-même en Algérie qui contrôle 40% de la masse monétaire en circulation et d'utilisation de la monnaie fiduciaire (billets de banques) pour régler plus que 70% des transactions commerciales non facturées au lieu de la monnaie scripturale (chèques) ou électronique, les sorties annuelles brutes de monnaie fiduciaire sont passées de 1 633,4 milliards DA en 2010 à 1 977,8 milliards DA en 2011 et à 2 475 milliards DA en 2012 soit 24,75 milliards d'euros ou 32,17 milliards de dollars au cours actuel ;(Abderrahmane Mebtoul, 2013), Cependant, La part de cette monnaie dans la masse monétaire (monnaie fiduciaire et dépôts bancaires) est passée de 26% de masse monétaire (M2) et 42% de PIB en 2011 pour atteindre 26,7% et 45% à fin la 2012 ou devrait représenter 15 -20% du PIB et M1 aux pays développés. (Voir la figure N°3).

Fig. 3 : la masse monétaire en Algérie



Source : Statistiques Internationales du FMI(IFRS)

Selon les statistiques de la banque d'Algérie la part de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire M2 est passée de 26.7% en 2014 à 30% en 2015 puis à 32.3% en septembre 2016.

- la contribution de l'économie informelle dans la formation du PIB hors hydrocarbures serait, selon les déclarations du Ministre des Finances, dans une fourchette de 20% à 25%, en 2003.

-Selon l'optique TES 2000, élaborée par l'ONS, la contribution de l'économie non observée (ENO) au PIB est évaluée à 13%(Conseil National Economique et Social, 2004 ;pp:29-30

-Selon l'ONS l'économie informelle représente selon les chiffres officiel pré de 45% du produit intérieur brut(PIB), ce qui correspond à une valeur de près de 125 milliard de dollars.

- Sur le plan de la fiscalité, les recettes ordinaires représentent, durant 2002-2004, près de 14% du PIB total. La contribution du secteur privé n'est que de 1,6% soit 0,6% du PIB, en matière d'impôts sur les revenus et les bénéfices (IRG et IBS), et 1% en matière d'impôts sur la consommation, bien que la population fiscale ait quadruplé entre 1992 et 2002. L'impact négatif de cette contribution fait que les recettes ordinaires ne peut financer, hors charges communes, qu'à concurrence des deux tiers (2/3) les dépenses de fonctionnement de l'Etat, en grande partie les salaires. - La comparaison de ces séries d'indicateurs soulève un grand paradoxe. La corrélation entre le PIB et l'assiette fiscale étant évidente, l'écart constaté entre la

contribution au PIB national et les prélèvements fiscaux ne peut s'expliquer que par une sous facturation, c'est-à-dire une fraude massive. Dans le secteur privé, la tertiairisation des activités est prononcée du fait que les services représentent 87% du nombre des entreprises, situation qui offre un champ potentiel à la pratique informelle.

6. Les actions de lutte contre le secteur informel :

En effet, il est démontré que l'informel constitue un obstacle sérieux à l'IDE et au partenariat. Dans ce cadre, il faut enregistrer :

- L'installation d'un comité de coordination de contrôle, douanes, impôts et commerce. Ce comité devra cependant être élargi à la sécurité sociale et à la justice;
- La mise en œuvre plus soutenue des contrôles et enquêtes de la part des services des impôts, commerce, sécurité sociale, inspection générale du travail et services de sécurité ;

- La décision d'interdire la location du registre du commerce.

- La mise en place, projetée, d'un nouveau dispositif pour l'exercice des activités commerciales relative au registre de commerce ; il introduit une nouvelle organisation des activités commerciales à même de conforter le principe constitutionnel de liberté de commerce et d'industrie, soutenir l'effort de relance de l'investissement par la facilitation du processus de création des entreprises, combattre de façon sévère et constante la fraude sous toutes ses formes et mettre en conformité l'arsenal juridique avec les normes internationales dans ce domaine. Ce projet législatif s'appuie sur un système déclaratif portant essentiellement sur :

L'instauration de procédures assouplies d'inscription au registre de commerce et d'exercice des activités commerciales et industrielles, en particulier, l'accès aux locaux par la contractualisation libre du bail de location.

L'exclusion des artisans et des coopératives artisanales de l'inscription au registre de commerce, soumis, désormais à l'inscription au registre de l'artisanat et des métiers.

La réhabilitation du principe du contrôle a posteriori avec des sanctions plus dissuasives pour toute infraction. Ces actions et mesures appréciables restent à compléter et à consolider au regard du danger qui guette la Nation.

Alléger les procédures administratives pour intégrer les institutions informelles dans l'économie formel.

Amélioration les salaires dans le secteur formel , gouvernance regoureuse pour éliminer la bureaucratie.

S'efforcer a diffuser la conscience fiscale et la consolider dans la société .

- Réduire la marge fiscale des propriétaires de petites et moyennes entreprises.

Conclusion :

L'analyse de l'évolution de l'économie informelle en Algérie permet de formuler les remarques suivantes :

- La persistance de l'économie informelle traduit la difficulté à mettre en place les institutions qui accompagnent toute économie de marché ;

- La deuxième observation est que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, une économie de marché nécessite un Etat fort dans ses prérogatives liées à la réglementation et au respect des normes techniques ;

- Mais par-delà la question de la légalité, les pratiques informelles posent la question de leur insertion dans une logique d'efficacité productive. L'ouverture opérée ces dernières années semble avoir produit une réallocation des ressources du secteur informel vers des activités productives, alors qu'elles étaient affectées, du temps de l'économie administrée, vers des activités liées à la distribution. Le passage d'une économie parallèle dans la distribution à une économie parallèle dans la production présente au moins l'avantage de favoriser des activités productives (créatrices de richesses), car contrairement à ce qui se passe dans la première, dans l'économie parallèle de la production, il y a création de la valeur.

-Il ressort de cette analyse que l'éradication du secteur informel parasite est tributaire de la réalisation d'une croissance économique forte et durable, créatrice d'emplois. A ce niveau, il est urgent de mettre en œuvre les instruments de régulation et de suivi du marché de l'emploi, les modes de financement de la PME (caisse de garantie des crédits d'investissements et fonds de capital risque), et d'élargir le système financier par la création de banques d'investissements et de sociétés de financement, et par le développement de nouveaux produits bancaires et de centres de conseil et d'orientation technologique. Ceci doit être accompagnée d'une politique sociale consolidée, plus efficace et plus cohérente, en faveur de l'emploi permanent, notamment pour les jeunes et les catégories de population défavorisées qui constituent le vivier du marché informel (jeunes, femmes, chefs de famille sans revenus, personnes handicapées, chômeurs de longue durée...) et d'une lutte soutenue et efficace contre la pauvreté. Dès lors, une alliance objective des tous les opérateurs économiques publics et privés et tous les acteurs sociaux s'impose.

BIBLIOGRAPHIE

1. ALEXANDRIA : DAR AL-WAFA DLINYA .
2. BENDOB Ali & Kamel SI MOHEMMED, 2014, L'impact du taux de change parallèle sur la demande de la monnaie Cas de l'Algérie durant 1980-2010 : Etude économétrique, El-Bahith Review .
3. BARTHELMY Philippe , Economie souterraine , Dictionnaire de l'économie Encyclopaedia universalis,lyon,2008.
<http://ses.ens-lyon.fr>
4. BELLACHE Y., 2010, L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages : le cas de Bejaia,thèse de doctorat en science économique,Algérie,2010
(<http://www.afd.fr/webdav/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Coeditions/Entreprises%20informelles%20Afrique%20de%20l'Ouest.pdf> [consulté le 1 Décembre 2018]).
5. CHAIB Bounoua ,Etat illegalization de l'économie et marché en Algérie , cahier du Cread n°50,1999.
6. CHARMES. J, ADAIR. P, 2014, « L'inconstant caméléon, ou comment appréhender l'informel ? », Mondes en développement.
7. CHARMES J., mimeo, « Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel »,
(<http://info.worldbank.org/etools/docs/library/218175/IIES%20Secteur%20Informel.pdf> [consulté le 1er Décembre 2018]).
8. Conseil National Economique et Social, 2004, Rapport LE SECTEUR INFORMEL : ILLUSIONS ET REALITES, 24ème Session, N° 372 Plénière, Alger.
9. ROUBAUD François , L'économie informelle est-elle un frein au développement de la croissance économique?,revue la decouverte/regards croises sur l'économie,n°14,2014.
http://www.carn.info/revue-regards_croises-sur-l'economie-2013-2-page-109-htm.
10. Hammouda Nacer-Eddine1 & Lassassi Moundir, L'emploi informel en Algérie : une analyse par cohorte, file : <http://Users/ACER/Desktop/les%20graphe%20scan/emploi%20informelle%20fig1.pdf>, (consulté le 1 Décembre 2018).

11. HUGON Philippe , L'informel ou le petite production marchande revisités quarante ans après ,Revue Monde en développement,n°166,2014.
12. LATRECHE Ali ,Comptabilisation des éléments de la sphère de production relevant de l'économie souterraine (cas de l'Algérie), thèse de doctorat en science économique,2011.
<http://www.bu.umc.edu.dz/theses/economie/LAT1270.pdf>
13. MARCHAND G., 2005, « L'économie informelle au Sénégal. Logique de fonctionnement de quelques entreprises informelles à Saint-Louis », Maîtrise en sociologie, Université Laval, faculté des sciences sociales.
14. MBTOUL Abderrahmane, (2013), Le Maghreb face au poids de la sphère informelle, IFRI, Site Internet : Ifri.org, [consulté le 1 Décembre 2018].
15. NABIH Nesrine .A ,2008,Hidden Economy.
16. PESQUEUX Y., 2012, « L'économie informelle, une bonne« mauvaise pratique» , Revue française de gestion, N° 228-229.
17. SOUAG Ali & Philippe ADAIR, L'emploi informel en Algérie : tendances et caractéristiques (2001-2010), Revue MECAS N°12 juin 2016.
18. SMAIL Nabila ,KOULLI Mohamed , International academic journal is blind peer-reviewed semi-annual journal , used by scientifique research laboratory decembre 2018.